

inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles, dans une mesure compatible avec l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus<sup>111</sup>.

c) L'expression "peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant" n'a pas été définie par l'Assemblée générale, mais doit être interprétée de façon à assurer une protection aussi large que possible contre tous abus, qu'ils aient un caractère physique ou mental.

#### Article 6

Les responsables de l'application des lois doivent veiller à ce que la santé des personnes dont ils ont la garde soit pleinement protégée et, en particulier, prendre immédiatement des mesures pour que des soins médicaux leur soient dispensés chaque fois que cela s'impose.

##### Commentaire :

a) Les "soins médicaux", expression qui désigne les services rendus par le personnel médical, y compris les médecins agréés et le personnel paramédical, doivent être assurés lorsqu'ils sont nécessaires ou demandés.

b) Bien que le personnel médical soit généralement rattaché au service de l'application des lois, les responsables de l'application des lois doivent déférer à l'avis de ce personnel lorsque celui-ci recommande que la personne placée sous leur garde reçoive un traitement approprié appliqué par du personnel médical ne dépendant pas du service de l'application des lois, ou en consultation avec un tel personnel médical.

c) Il est entendu que les responsables de l'application des lois doivent assurer également des soins médicaux aux victimes de violations de la loi ou d'accidents en résultant.

#### Article 7

Les responsables de l'application des lois ne doivent commettre aucun acte de corruption. Ils doivent aussi s'opposer vigoureusement à tous actes de ce genre et les combattre.

##### Commentaire :

a) Tout acte de corruption, de même que tout autre abus d'autorité, est incompatible avec les fonctions de responsable de l'application des lois. La loi doit être pleinement appliquée à l'égard de tout responsable de l'application des lois qui commet un acte de corruption, étant donné que les gouvernements ne sauraient espérer appliquer la loi à leurs ressortissants, s'ils ne peuvent ou ne veulent l'appliquer à leurs propres agents et au sein de leurs propres services.

b) Bien que la définition de la corruption doive être du ressort du droit interne, elle devrait s'entendre comme englobant tout acte de commission ou d'omission accompli par le responsable dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions en échange de dons, de promesses ou d'avantages exigés ou acceptés, ou le fait de recevoir ceux-ci induit, une fois l'acte considéré accompli.

c) L'expression "acte de corruption" mentionnée ci-dessus comprend la tentative de corruption.

#### Article 8

Les responsables de l'application des lois doivent respecter la loi et le présent Code. De même, ils doivent empêcher toute violation de la loi ou du présent Code et s'y opposer vigoureusement au mieux de leurs capacités.

Les responsables de l'application des lois qui ont des raisons de penser qu'une violation du présent Code s'est produite ou est sur le point de se produire signalent le cas à leurs supérieurs et, au besoin, à d'autres autorités ou instances de contrôle ou de recours compétentes.

##### Commentaire :

a) Le présent Code doit être observé chaque fois qu'il a été incorporé dans la législation ou dans la pratique nationales. Si la législation ou la pratique contiennent des dispositions plus strictes que celles du présent Code, ces dispositions plus strictes seront observées.

b) Le présent article vise à maintenir l'équilibre entre la discipline nécessaire au sein du service dont dépend dans une large mesure la sécurité publique, d'une part, et la nécessité de prendre des mesures en cas de violation des droits fondamentaux de la personne humaine, d'autre part. Les responsables de l'application des lois doivent signaler les violations par la voie hiérarchique et ne prendre d'autres mesures licites que s'il n'y a pas d'autres recours ou si les recours sont inefficaces. Il est entendu que les responsables de l'application des lois ne sont pas passibles de sanctions administratives ou autres pour avoir signalé qu'une violation du présent Code s'est produite ou est sur le point de se produire.

c) L'expression "autorités ou instances de contrôle ou de recours compétentes" désigne toute autorité ou toute instance créée conformément à la législation nationale, qu'elle relève du service responsable de l'application des lois ou en soit indépendante, et dotée du pouvoir statutaire, coutumier ou autre de connaître des plaintes et griefs relatifs à une violation des règles visées dans le présent Code.

d) Dans certains pays, les moyens de communication de masse peuvent être considérés comme remplissant des fonctions de contrôle analogues à celles qui sont décrites à l'alinéa c ci-dessus. Les responsables de l'application des lois peuvent alors être fondés à porter des violations de cet ordre à la connaissance de l'opinion publique, par l'intermédiaire des moyens de communication de masse, en dernier recours et conformément aux lois et coutumes de leur propre pays et aux dispositions de l'article 4 du présent Code.

e) Les responsables de l'application des lois qui se conforment aux dispositions du présent Code méritent le respect, le soutien moral actif et le concours de la collectivité dans laquelle ils exercent leurs fonctions ainsi que ceux du service auquel ils appartiennent et de leurs pairs.

### 34/170. Droit à l'éducation

#### L'Assemblée générale,

Rappelant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, qui reconnaît le droit de toute personne à l'éducation,

Ayant présente à l'esprit l'importance de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement<sup>112</sup> adoptée le 14 décembre 1960 par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

Convaincue du caractère actuel des dispositions de sa résolution 2542 (XXIV) du 11 décembre 1969, contenant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, qui souligne notamment l'importance de la formation de personnel et de cadres nationaux pour le développement global de la société,

Soulignant l'importance capitale que revêt la réalisation du droit à l'éducation pour le plein épanouissement de la personnalité humaine et pour l'exercice des autres droits et libertés fondamentaux de l'homme,

Considérant que l'éducation peut apporter une contribution substantielle au progrès social, au développement national, à la compréhension mutuelle et à la coopération entre les peuples ainsi qu'au renforcement de la paix et de la sécurité internationales,

Réaffirmant l'importance décisive de la formation de personnel et de cadres nationaux, notamment de la création et de l'amélioration des structures législatives propres à assurer la réalisation et la garantie du plein exercice du droit à l'éducation,

<sup>111</sup> Premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants : rapport préparé par le Secrétariat (publication des Nations Unies, numéro de vente : 1956.IV.4), annexe I.A.

<sup>112</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 429, n° 6193, p. 93.

*Rappelant* que l'instauration du nouvel ordre économique international exige la fourniture d'un appui efficace en vue de l'amélioration et de l'extension des systèmes d'enseignement et de la formation d'un personnel spécialisé et de cadres qualifiés en vue de la croissance économique des pays en développement,

*Convaincue* que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, pourraient continuer à appuyer dans une plus grande mesure la réalisation du droit à l'éducation, le développement de l'enseignement et la formation des cadres nationaux nécessaires dans tous les domaines d'activité conformément aux exigences du progrès et du développement globaux des pays en développement,

*Ayant présent à l'esprit* le travail précieux de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en ce qui concerne l'éducation et la formation de cadres nationaux, ainsi que sa contribution importante à la préparation et à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie internationale du développement, conformément à la résolution 33/193 de l'Assemblée générale, en date du 29 janvier 1979,

1. *Invite* tous les Etats à envisager d'adopter des mesures appropriées d'ordre législatif, administratif ou autre, y compris des garanties matérielles, en vue d'assurer le plein exercice du droit à l'éducation universelle, notamment en garantissant le caractère obligatoire et gratuit de l'enseignement primaire, la généralisation et l'instauration progressive de la gratuité de l'enseignement secondaire, l'égalité d'accès à tous les moyens d'enseignement et l'accès des jeunes générations à la science et à la culture;

2. *Fait appel* à tous les Etats, en particulier aux pays développés, pour qu'ils appuient activement, grâce à l'octroi de bourses et par d'autres moyens, les efforts déployés par les pays en développement dans le domaine de l'enseignement et de la formation du personnel national nécessaire dans l'industrie, l'agriculture et d'autres secteurs d'activité économique et sociale;

3. *Prie* le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-cinquième session, un rapport préliminaire et, lors de sa trente-sixième session, un rapport final contenant :

a) Des renseignements sur les activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture visant à appuyer l'enseignement et la formation de cadres nationaux pour les pays en développement;

b) Ses vues et suggestions, conformément au mandat de cette organisation et après consultation avec les Etats Membres et les institutions spécialisées, quant à la nécessité et à la possibilité pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de renforcer ses programmes et activités en vue de coopérer avec les pays en développement dans les efforts qu'ils déploient pour assurer la mise en place de réseaux d'établissements d'enseignement appropriés à tous les niveaux, ainsi que l'octroi de bourses et d'autres facilités pour la formation de cadres nationaux qualifiés, en tenant compte également des propositions figurant dans la résolution 33/135 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1978;

c) Des renseignements sur les difficultés et obstacles rencontrés dans la mise en œuvre complète du droit à l'éducation, en particulier dans les pays en développement,

conformément à leurs propres besoins en matière de progrès et de développement, ainsi que ses conclusions concernant les mesures à prendre à cet égard.

106<sup>e</sup> séance plénière  
17 décembre 1979

### 34/171. Dispositions à prendre, au niveau régional, pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 32/127 du 16 décembre 1977 et 33/167 du 20 décembre 1978 et la résolution 23 (XXXIV) de la Commission des droits de l'homme, en date du 8 mars 1978<sup>113</sup>,

*Ayant à l'esprit* le rapport du Secrétaire général sur les dispositions à prendre, au niveau régional, pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme<sup>114</sup>,

1. *Note avec satisfaction* qu'un Séminaire des Nations Unies sur la création de commissions régionales des droits de l'homme eu égard en particulier à l'Afrique s'est tenu à Monrovia, du 10 au 20 septembre 1979, qui a adopté la Proposition de Monrovia relative à la création d'une Commission africaine des droits de l'homme<sup>115</sup> ainsi que d'autres conclusions et recommandations<sup>116</sup>, et exprime l'espoir que les recommandations du Séminaire seront dûment prises en considération par les gouvernements et les organisations intéressés;

2. *Fait de nouveau appel* aux Etats des régions où des dispositions n'ont pas encore été prises, au niveau régional, dans le domaine des droits de l'homme, pour qu'ils envisagent la conclusion d'accords en vue de l'adoption dans leurs régions respectives d'arrangements régionaux appropriés pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme;

3. *Prie une fois encore* le Secrétaire général, dans le cadre du Programme des services consultatifs en matière de droits de l'homme, d'explorer avec les Etats des régions intéressées la possibilité d'organiser dès que possible un séminaire pour examiner les méthodes qui permettraient d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme;

4. *Prie en outre* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-cinquième session, sur l'application de la présente résolution.

106<sup>e</sup> séance plénière  
17 décembre 1979

### 34/172. Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants

*L'Assemblée générale,*

*Affirmant* la nécessité de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en deve-

<sup>113</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1978, Supplément n° 4 (E/1978/34), chap. XXVI, sect. A.

<sup>114</sup> A/34/359 et Add. I.

<sup>115</sup> A/34/359/Add. I, annexe I.

<sup>116</sup> Ibid., annexe II.